

Contribution du réseau des communistes territoriaux du Nord Franche-Comté dans le cadre du 40<sup>ème</sup> congrès du PCF.

### **Renforcer l'influence du PCF auprès des agents des collectivités locales**

Les 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès du PCF ont réaffirmé l'importance de reconstruire des cellules locales (ou de quartier) et des cellules d'entreprise.

Les collectivités locales regroupent près de deux millions d'agentes et d'agents territoriaux, pour la grande majorité (74%), ce sont des fonctionnaires dont 75 % appartiennent à la catégorie C, c'est-à-dire les personnels les plus faiblement rémunérés et le plus souvent exposés aux tâches les plus pénibles (aides-soignantes des CCAS, agents de propreté, ripeurs, etc.)

Or, notre influence dans ces collectivités s'est nettement affaiblie, c'est notamment le cas dans le Nord Franche-Comté (Belfort-Montbéliard-Héricourt), où nous comptons aujourd'hui très peu de camarades. Cette perte d'ancrage laisse le champ libre à la progression des idées de droite et d'extrême droite au sein même de toute la fonction publique territoriale, alors que, parallèlement, les conditions de travail se sont fortement dégradées au cours de la dernière décennie.

Externalisations de missions, privatisations de services, raréfaction des concours et examens professionnels (alors qu'ils étaient annuels il y a encore dix ans), tassement des grilles indiciaires, perte de valeur du point d'indice, allongement du temps de travail, précarisation accrue : autant d'évolutions qui fragilisent le service public local, le statut de la fonction publique et rendent les métiers territoriaux de moins en moins attractifs.

Cette détérioration touche l'ensemble des agents, mais frappe particulièrement les catégories C (75% pour rappel), déjà pénalisées par des salaires très bas.

Malgré une usure et une colère bien réelles, celles-ci ne se traduisent pas encore par une mobilisation massive à la hauteur des attaques nationales et ici ou là d'employeurs locaux sur les conditions de travail.

Et pourtant, l'histoire montre que lorsque le PCF est important et organisé localement au plus près des réalités sociales, il contribue puissamment aux conquêtes sociales.

Incontestablement, il nous faut retrouver cette influence, influence locale qui a permis — grâce à l'implication des camarades dans les mobilisations sociales — d'obtenir les grandes avancées de la fonction publique territoriale.

On pense en particulier à la loi du 13 juillet 1983 étendant le statut aux territoriaux et hospitaliers, porté par le ministre communiste Anicet Le Pors. Notons aussi que cette conquête n'aurait jamais pu voir le jour sans la force du syndicalisme de classe, incarné alors par la Fédération CGT des services publics (avec des actions importantes engagées avant 1983 – comme les états généraux du service public et déterminées de cette fédération qui a rendu possible l'émergence d'un rapport de force national favorable aux agents territoriaux).

Dans cette dynamique, il y a l'apport des camarades du PCF : par leur présence dans les syndicats, leur engagement dans les luttes et leur capacité à articuler revendications syndicales et perspectives politiques, ils ont contribué à renforcer le syndicalisme de classe, condition indispensable pour obtenir ces avancées statutaires — comme ce fut déjà le cas avec la Sécurité sociale élaborée par Ambroise Croizat et sa mise en œuvre locale grâce à l'implication de la CGT et du PCF.

Ces avancées ont été possibles par le passé grâce à une pratique militante politique régulière au plus près des réalités sociales des travailleurs et travailleuses ; retrouver cette influence dans l'objectif de construire les bases politiques du rassemblement de classe et de porter les aspirations du PCF (innovation sociale et démocratique, transformation de la société, de nourrir le « communisme municipal »....).

Si la conquête de municipalités reste un objectif stratégique, il est tout aussi essentiel d'organiser politiquement les travailleurs et travailleuses dont ceux et celles de la fonction publique territoriale, aux côtés du syndicalisme de classe (et non à sa place, ni en concurrence).

#### *La création du réseau des territoriaux communistes du Nord Franche-Comté*

C'est dans cet esprit qu'a été créé, il y a un an, le réseau des territoriaux communistes du Nord Franche-Comté, avec l'ambition, à moyen terme, de créer ou de renforcer des cellules locales (ou de quartier) permettant de mener le débat politique au plus près des réalités sociales des agents.

Le réseau a notamment lancé une feuille de chou, Le Coco Territorial du NFC, au format A4, simple à produire et à diffuser. Deux numéros ont déjà été distribués à Belfort et dans le Pays de Montbéliard, dont un consacré aux élections municipales.

Nous participons également au réseau national des territoriaux communistes, dont nous avons relayé les analyses et propositions dans notre dernier numéro. Nous avons ainsi mis en avant les orientations publiées dans Économie et Politique (n° 852/853) à l'approche des municipales, qui appellent les futures majorités locales à s'engager pour un autre modèle de gestion publique :

- une gestion 100 % publique des services locaux, contre les privatisations rampantes
- des politiques RH ambitieuses, mettant fin à la précarité, favorisant la titularisation et garantissant des salaires dignes
- une démocratie sociale locale vivante, associant réellement les représentants du personnel aux choix politiques

Notons que ces enjeux concernent tout autant les départements et les régions, à l'approche des échéances électorales de 2028.

Corinne Escaffit, Françoise Baquet-Chatel, Dorisse Cuinet-Nazaire, Quentin Hafekost.